

# Dérapage et immobilisme

La Chambre de commerce a présenté hier son avis sur le budget de l'Etat pour 2010. La Chambre voit d'un œil critique que le gouvernement ne s'attaque pas aux problèmes structurels et que les dépenses courantes et de consommation continuent de progresser comme si la crise n'existait pas et note que «douze mois de dérapage des dépenses courantes et d'immobilisme face aux réformes nécessaires constituent un danger face à une situation inquiétante».

■ Le projet de budget 2010 ne propose pas de solutions pour transformer les défis en opportunités, ne s'attaque pas aux problèmes structurels et reporte ces derniers à l'exercice suivant, ce qui risque de les aggraver. Telles sont les principales critiques de la Chambre de commerce envers le budget 2010.

La Chambre est donc particulièrement critique avec le gouvernement, notant par exemple qu'elle s'attendait à un budget plus responsable en ce qui concerne le freinage de la progression des dépenses courantes et de consommation. «En ce sens, douze mois de dérapage des dépenses courantes et d'immobilisme face aux réformes nécessaires constituent un danger face à une situation inquiétante.» Les mesures d'économies à adopter sont inévitables et seront d'autant plus douloureuses que le temps passe. Ces



(Caricature: Florin Balaban)

mesures sont nécessaires et urgentes, puisque même sous l'hypothèse peu probable d'un retournement conjoncturel rapide et soutenu, elles restent inévitables.

La crise a particulièrement affecté la place financière, ce qui a amené la Chambre à dresser un *worst case scenario*. Dans ce scénario catastrophe, il est supposé que le poids économique du secteur financier baisserait pour atteindre le niveau en Belgique. Cette simulation verrait le PIB national baisser de 33,7 %, l'emploi de 15,2 % et les recettes

fiscales de 25,3 % par rapport à la situation de 2008.

Parallèlement à cela, le budget prévoit une augmentation des dépenses de consommation de l'Etat et des dépenses courantes non prioritaires. Selon la Chambre, le projet de budget ne répond pas aux interrogations fondamentales de la situation de crise: quel est le carnet de route relatif à la sortie de crise et quel sera à l'avenir le modèle de croissance? Ces questions sont d'autant plus cruciales qu'il s'agit du premier projet de la nouvelle législature et donc d'un outil opti-

mal et d'une période idéale pour présenter, ne fût-ce que sommairement, les visions stratégiques pour les cinq prochaines années. Le projet de budget 2010 ne fournit pas non plus d'indication quant au scénario de retour à l'équilibre budgétaire: quel scénario de sortie des déficits publics, de réduction de la dette publique et de dette cachée relative à la sécurité sociale et, à terme, de reconstitution de réserves budgétaires, le gouvernement veut-il et peut-il privilégier?